



## **CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA**

### **PROCÈS VERBAL DE LA SECTION CIVILE, 2020**

**Préparé par  
Valérie Simard  
Justice Canada**

**Août 2020**

Ce document est une publication de la  
Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada.  
Pour de plus amples informations, svp contacter  
[info@ulcc-chlc.ca](mailto:info@ulcc-chlc.ca)



## **PROCÈS-VERBAL DE LA SECTION CIVILE, 2020**

### **SÉANCE COMMUNE – INTERDICTION DE PUBLICATION D'IMAGES INTIMES Rapport final et Loi uniforme**

**Présentateurs :**       **Clark Dalton, c.r., CHLC**  
                              **Peter JM Lown, c.r., Alberta**  
                              **Candace Whitney, Ontario**

MM. Dalton et Lown et M<sup>me</sup> Whitney présentent le rapport du groupe de travail et le projet de *Loi uniforme sur la communication sans consentement d'images intimes (2020)* (LUCSCII). Le premier rapport sur ce projet a été présenté à la Section civile à sa réunion annuelle de 2018 et décrivait la portée proposée du projet. En 2019, un rapport provisoire sur ce projet renfermant des recommandations stratégiques détaillées a été présenté lors d'une séance commune de la Section pénale et de la Section civile. La Conférence a demandé qu'un groupe de travail rédige une loi uniforme ainsi que des commentaires conformément à ses directives, puis qu'il lui fasse un compte rendu à l'assemblée de 2020.

M. Lown expose l'objectif stratégique général dans lequel la LUCSCII s'inscrit : (1) retirer rapidement le matériel répréhensible; (2) indemniser le demandeur; (3) protéger la société contre des comportements préjudiciables en les réprimant et en imposant des sanctions. Il souligne que la LUCSCII répond aux deux premiers objectifs, tandis que le *Code criminel* répond au troisième. Les présentateurs donnent ensuite un aperçu de la LUCSCII.

En ce qui concerne la définition de « tribunal », il est souligné qu'il reviendra aux administrations de mise en œuvre de décider de l'instance la plus apte à offrir la voie de recours rapide prévue à l'article 3 et la voie de recours délictuelle plus conventionnelle prévue à l'article 4. Un délégué demande s'il est prévu que la cour ou le tribunal cité à l'article 3 soit différent de la cour ou du tribunal cité à l'article 4. M. Lown répond que les administrations de mise en œuvre détermineront la cour ou le tribunal qui devrait avoir compétence en vertu des articles 3 et 4. L'administration qui déciderait que la cour ou le tribunal prévu aux articles 3 et 4 sont différents devrait adapter la Loi uniforme.

En ce qui concerne la définition d'« intermédiaires Internet », M. Lown précise que l'important est qu'elle saisisse le rôle général d'hébergement d'un établissement commercial en ce qui concerne un contenu généré par un tiers et reconnaît le rôle crucial des intermédiaires Internet dans l'efficacité de toute mesure de retrait. Il souligne que la LUCSCII respecte le fait que les intermédiaires ne veulent pas être parties à chaque litige, mais qu'ils sont ouverts à se plier à des ordonnances judiciaires pour retirer des images intimes. Il renvoie à l'article 6 qui garantit que les intermédiaires sont réceptifs au processus de retrait. Un délégué demande si la définition d'« intermédiaires Internet » couvrirait les sociétés dont les serveurs ne sont pas situés sur le territoire du tribunal. Selon M. Lown, les ordonnances judiciaires sont exécutoires à l'encontre de ces sociétés si elles sont présentes sur le territoire du tribunal ou y font des affaires. Un autre délégué demande si l'intention de la définition était de ne couvrir que les établissements

commerciaux exerçant des activités commerciales et se demande si elle devrait aussi couvrir les personnes qui autorisent des utilisateurs à publier sur leur site Web personnel. M. Lown indique que le groupe de travail examinerait si l'utilisation de l'expression « établissement commercial » dans les définitions est indûment restrictive en ce qui concerne les personnes qui participent effectivement à la distribution d'images intimes. Un membre du groupe de travail rappelle que l'objectif de définir les « intermédiaires Internet » était de les mettre à l'abri du statut de défendeur dans la poursuite sous-jacente, tout en les laissant assujettis aux ordonnances judiciaires qui en découlent. Une définition étroite ne fait donc que restreindre la portée de l'immunité contre des poursuites judiciaires.

Il est souligné que la définition de l'expression « images intimes » est similaire aux définitions existantes et qu'elle est basée sur le désir d'avoir une interprétation similaire à celle qui a été donnée dans les lois provinciales en vigueur et dans le *Code criminel*. Elle met l'accent sur la nudité ou l'activité sexuelle et elle est suffisamment large pour couvrir les images modifiées, l'exposition involontaire, les photos prises sous la jupe ou dans les toilettes et les cas où une personne n'est pas identifiable. Le mot « engage » dans la définition comprend les activités involontaires. La définition est plus moderne que celle du *Code criminel*, car elle vise les images modifiées par la technologie, ce qu'on appelle les hypertruquages. L'absence de consentement à la distribution est présumée lorsque les éléments de la définition sont présents. Réagissant à un commentaire d'un procureur au criminel, M<sup>me</sup> Whitney déclare que la définition des « images intimes » a été modifiée afin d'inclure « est ou est représenté comme » après « personne » avant l'alinéa a). De plus, « semble être » est supprimé de l'alinéa a) et le premier « est » est supprimé de l'alinéa b). Elle explique que « est ou est représenté comme » est conforme à la formulation du *Code criminel* et est plus large et interprétée par les tribunaux comme n'étant pas forcément ce qui s'est produit, mais le message qui est transmis. De plus, elle souligne que « zone » est remplacée par « région » à l'alinéa b) puisque ce dernier terme est interprété de façon plus large.

M. Lown remarque que les articles 2, 3 et 4 forment un tout. L'article 2 crée un délit légal de divulgation illicite, qui comprend la distribution et la menace de distribution d'images intimes, sans preuve de préjudice.

Il n'est pas nécessaire qu'un demandeur prouve qu'il a subi un préjudice ou un dommage pour établir soit le délit susceptible d'un traitement accéléré prévu à l'article 3 soit le délit plus conventionnel prévu à l'article 4. Un particulier peut déposer une demande au titre de l'article 3 et une poursuite au titre de l'article 4. Les articles 3 et 4 permettent au demandeur d'obtenir une ordonnance déclaratoire d'illégalité de l'image et de demander le retrait de l'image auprès des intermédiaires en ligne, ou une injonction contre le défendeur ordonnant le retrait de l'image. Si le demandeur peut se voir accorder des dommages-intérêts symboliques en vertu de l'article 3, par exemple les dépenses directes engagées pour déposer la demande, le tribunal peut ordonner une plus vaste gamme de dommages-intérêts, y compris des dommages généraux, spéciaux, aggravés et punitifs, au demandeur en vertu de l'article 4. Un délégué demande si cela faisait intervenir la *res judicata*. Le groupe de travail est d'avis que la doctrine ne s'applique pas, car les articles 3 et 4 couvrent des délits différents. Il est aussi souligné que si un tribunal constate, dans le cadre d'une demande présentée en vertu de l'article 3, qu'une image n'est pas une « image intime » ou qu'elle n'a pas été distribuée, le défendeur dans une poursuite en vertu de l'article 4

par rapport à la même image pourrait soulever une préclusion pour même question en litige. Un délégué demande s'il est possible de fournir des éclaircissements sur la possibilité qu'une personne dépose une demande en vertu de l'article 3 et intente une poursuite en vertu de l'article 4. M. Lown répond que le groupe de travail se pencherait sur cette question.

M. Lown explique que l'article 5 sur les interdits de publier énonce une règle sur l'interdiction automatique de publication qui est claire, qui fournit la solution la plus équitable dans le contexte et qui ne détourne pas l'attention du recours demandé. L'article 5 ne fournit pas de liste de critères à appliquer à l'interdiction, car on a jugé que cela pourrait constituer une distraction et prolonger la procédure judiciaire. Un délégué fait remarquer que la dernière phrase du troisième paragraphe du commentaire indique que l'interdiction ne constitue pas une atteinte minimale et, selon lui, il serait utile pour les administrations de mise en oeuvre que le commentaire renferme une analyse de ce risque. Selon M. Lown, la phrase doit être lue en conjonction avec le paragraphe suivant et le groupe de travail ne pensait pas qu'il y avait un risque que l'interdiction ne porte pas une atteinte minimale. Il dit que le commentaire pourrait être revu afin de le préciser. Le délégué insiste sur l'utilité, pour les administrations de mise en oeuvre, d'un commentaire qui fournirait une analyse de la question de l'atteinte minimale selon la *Charte*. M. Lown dit que le groupe de travail pourrait envisager d'inclure une brève analyse, mais il ne croit pas qu'il y aurait un intérêt pour une analyse approfondie et que l'inclusion d'une telle analyse dans une Loi uniforme serait inhabituelle.

M. Dalton fait un survol des articles 6, 7, 8, 9 et 10 et répond aux questions des délégués sur ces articles. Les discussions sur les articles 6, 7, 8 et 10 ne révèlent la nécessité de modifier la LUCSCII. En ce qui concerne l'article 9, il est souligné que le groupe de travail devrait examiner l'interaction entre l'article qui renvoie à la possibilité de révoquer le consentement à la distribution et la définition de l'expression « images intimes » qui renvoie à une attente raisonnable de respect de la vie privée au moment où l'enregistrement a été réalisé ou distribué.

Un délégué suggère que le rapport pourrait établir des liens utiles et des renvois parallèles au *Code criminel*.

## **IL EST RÉSOLU :**

**QUE** le rapport du groupe de travail soit accepté;

**QUE** la définition d'« images intimes », énoncée dans la *version préliminaire de la loi uniforme sur la communication sans consentement d'images intimes* (2020), soit modifiée conformément à ce qui a été déterminé à la réunion;

**QUE** la Section civile et la Section pénale demandent au groupe de travail d'envisager ce qui suit :

- (a) renvois aux dispositions du *Code criminel* dans l'introduction du rapport;
- (b) question quant à savoir si la définition d'« intermédiaire Internet » est trop restrictive;
- (c) ajout d'une note législative à la définition de « tribunal »;
- (d) examen des dispositions concernant la révocation du consentement;
- (e) examen de la possibilité de clarifier les commentaires relatifs aux articles 3, 4 et 5;

- (f) modifications suggérées à apporter au texte de la version française, et modifications connexes visant à adapter le texte anglais en conséquence, et toute modification suggérée aux fins d'adaptation au droit québécois, de façon à assurer la meilleure compatibilité possible entre les versions anglaise et française;
- (g) toute autre question qui pourrait se présenter;

**ET QUE** la version préliminaire de la loi uniforme sur la communication sans consentement d'images intimes (2020) et les commentaires y afférents soient modifiés conformément aux décisions du groupe de travail, pour être ensuite diffusés auprès des représentants fédéraux, provinciaux et territoriaux, de la Section civile et de la Section pénale. À moins que le coordonnateur des projets de la Conférence reçoive deux objections ou plus d'ici le 30 novembre 2020, le texte sera pris tel qu'il a été adopté, pour devenir une loi uniforme dont l'édiction sera recommandée aux différents gouvernements.

## **RAPPORT DE LA PRÉSIDENTE SORTANTE**

### **Rapport oral**

#### **Présentateur : Maria Markatos, Saskatchewan**

Mme Markatos présente un rapport oral sur les travaux réalisés depuis la réunion annuelle de la CHLC de 2019 et remercie tous ceux qui ont participé aux projets adoptés depuis 2019.

Elle remarque qu'en 2019, la CHLC a adopté la *Loi uniforme sur les additions testamentaires à des fiducies* en appliquant la Règle du 30 novembre.

Mme Markatos indique que la CHLC a aussi adopté des *Lignes directrices pour la rédaction de lois uniformes donnant force de loi à une convention internationale*. Elle note aussi que sept lois uniformes de mise en œuvre de conventions internationales ont été adoptées suivant la Règle du 30 novembre, prolongée au 30 janvier 2020 :

- (a) *Loi uniforme de mise en œuvre de la Convention relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance*;
- (b) *Loi uniforme de mise en œuvre de conventions applicables à la vente internationale*;
- (c) *Loi uniforme de mise en œuvre de la Convention concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants*;
- (d) *Loi uniforme de mise en œuvre de la Convention sur la protection internationale des adultes*;
- (e) *Loi uniforme de mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la cession de créances dans le commerce international*;
- (f) *Loi uniforme de mise en œuvre de la Convention sur les accords d'élection de for*;

(g) *Loi uniforme de mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur l'utilisation de communications électroniques dans les contrats internationaux.*

**IL EST RÉSOLU :**

**QUE** le rapport de la dernière présidente de la Section civile soit accepté.

**LOI UNIFORME SUR LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX ET LE RENVOI DES  
INSTANCES  
et la  
LOI UNIFORME SUR L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS ET JUGEMENTS  
CANADIENS  
Rapport provisoire**

**Présentateurs :**        **Peter J. M. Lown, c.r, Alberta**  
                                 **Joost Blom, c.r., Université de la Colombie-Britannique**

M. Lown et M. Blom présentent le rapport provisoire du groupe de travail.

Pour présenter le projet, M. Lown passe brièvement en revue les travaux précédents de la CHLC. Dans les années 1990, la CHLC a adopté plusieurs lois uniformes sur la compétence des tribunaux et sur la reconnaissance de jugements, dont la *Loi uniforme sur la compétence des tribunaux et le renvoi des instances* (LUCTRI) et la *Loi uniforme sur l'exécution des décisions et jugements canadiens* (LUEDJC). Quatre administrations les ont appliquées, et on espère qu'en mettant à jour ces lois, elles seront davantage mises en œuvre. Le groupe de travail va continuer la révision de la LUCTRI durant l'exercice 2020-2021, avant de réviser la LUEDJC durant l'exercice 2021-2022.

M. Blom fait remarquer que la loi révisée ne va pas réformer en profondeur la common law, mais qu'elle va plutôt la clarifier et la codifier en plus d'appliquer des principes en place de manière plus structurée. Il fait savoir que cette approche était cohérente avec celle utilisée lorsque la LUCTRI a été rédigée. Il fait aussi remarquer que le groupe de travail allait se pencher sur la façon d'aborder les situations qui divergeaient de la LUCTRI dans la common law.

M. Blom explique aussi que le groupe de travail avait cerné certains problèmes possibles en consultant différentes sources, dont des décisions prises par des tribunaux qui appliquaient ou non la LUCTRI et des textes pédagogiques. Le groupe de travail a classé les problèmes dans trois catégories : la première étant pour les problèmes qui devaient absolument être abordés, la deuxième, composée de problèmes qui seraient peut-être abordés, était divisée en sous-catégories qui étaient classées selon un ordre de priorité, et la troisième catégorie regroupait les problèmes qui ne seraient pas abordés.

M. Blom résume les décisions prises par le groupe de travail exposées dans le rapport provisoire. Pour ce qui est de la question des clauses d'élection de for, le groupe de travail a convenu qu'elles



devraient fonctionner différemment dans le cas de contrats entre parties qui ne sont pas commerciales, comme les salariés et les consommateurs. Cependant, il n'a pas encore déterminé la façon de procéder. Un délégué demande si le groupe de travail pourrait envisager une protection pour d'autres parties, comme les propriétaires de petites entreprises ou les entrepreneurs indépendants, qui peuvent être assujettis à des contrats d'adhésion, dans lesquels sont incluses des clauses d'élection de for. Le délégué demande aussi si le groupe de travail envisageait des règles pour les petites créances. M. Blom répond que le groupe de travail se penchait sur la façon dont les clauses d'élection de for pourraient être abordées différemment quand il existe un déséquilibre dans le pouvoir de négociation. Il affirme que différentes possibilités s'offrent : le critère des motifs sérieux peut tenir compte du pouvoir de négociation, ou il pourrait y avoir une exception législative. Il fait remarquer que les problèmes étaient compliqués parce que dans beaucoup d'affaires, il existe un mélange de principes touchant les contrats et les conflits de lois.

Il est noté que le groupe de travail a décidé que la Loi uniforme devait renvoyer à la *Convention sur les accords d'élection de for de 2005* et sa loi de mise en œuvre, sans reprendre le libellé de la Convention.

Un délégué met l'accent sur l'importance d'inclure une note dans le commentaire, invitant l'administration mettant en œuvre la loi uniforme à inclure dans sa loi une disposition, indiquant de quelle façon elle avait préséance sur les autres lois. Selon les conventions de rédaction modernes, il est recommandé de préciser quelle loi l'emporte sur une autre, plutôt que d'écrire une phrase générale comme : la présente loi l'emporte sur toutes les autres lois.

M. Blom donne aussi une vue d'ensemble des problèmes cernés dans le rapport provisoire qui doivent encore être abordés par le groupe de travail. Un membre de celui-ci a laissé entendre que la liste de présomptions de lien réel et substantiel ne devrait pas être fermée, mais qu'il convient d'éviter de faire en sorte qu'elle soit plus libérale que la common law.

## **IL EST RÉSOLU :**

**QUE** soit accepté le rapport d'étape du groupe de travail concernant la *Loi uniforme sur la compétence des tribunaux et le renvoi des instances* et la *Loi uniforme sur l'exécution des décisions et jugements canadiens*;

**ET QUE** le groupe de travail poursuive ses activités et en fasse rapport à la réunion de 2021.

## **TESTAMENTS ÉLECTRONIQUES** **Rapport et loi uniforme**

**Présentateur :** Peter J.M. Lown, c.r., Alberta

M. Lown présente le rapport final du groupe de travail. Il commence par reconnaître le travail effectué par ce groupe. Il reconnaît également les liens qu'a tissés le groupe de travail avec STEP

International, la Uniform Law Commission, la English Law Commission et la New South Wales Law Commission, qui travaillent sur des projets similaires.

M. Lown fait remarquer que le projet vise à modifier la *Loi uniforme sur les testaments* de 2015 (LUT) afin d'y incorporer des dispositions sur les documents électroniques qui sont équivalentes aux dispositions actuelles concernant les documents conventionnels, que le projet ne traite pas des biens numériques, des coffre-forts numériques ou de l'identité numérique complète. Le projet vise également à corriger une omission par inadvertance dans la LUT, qui ne contient aucune disposition générale sur la révocation des testaments. M. Lown fait aussi observer que la proportion de la population qui a un testament n'est pas aussi élevée qu'elle devrait l'être et qu'on espère que les modifications inciteront un plus grand nombre de personnes à rédiger leur testament. Enfin, il fait remarquer que les modifications proposées n'obligeraient pas les spécialistes des testaments et des successions à changer leur pratique, mais leur permettraient plutôt d'utiliser d'autres moyens de fournir des services.

En plus de préparer les modifications à apporter à la LUT, le groupe de travail a décidé que les exceptions relatives aux testaments devraient être maintenues dans la *Loi uniforme sur le commerce électronique* et a préparé des modifications à apporter aux commentaires accompagnant cette loi afin d'aviser les lecteurs que des dispositions concernant les testaments électroniques sont prévues dans la LUT.

Le groupe de travail propose d'appliquer les mêmes concepts que ceux utilisés pour modifier la LUT à la *Loi uniforme sur les procurations perpétuelles*.

M. Lown fait observer que plusieurs administrations ont adopté des mesures législatives d'urgence concernant l'attestation et la signature à distance et les documents électroniques en réponse aux difficultés engendrées par les restrictions liées à la COVID-19. Il fait également remarquer que la Colombie-Britannique a modifié récemment ses lois afin de permettre les testaments électroniques et l'attestation et la signature à distance des testaments sans lier ces modifications aux mesures d'urgence en place. Il souligne également que la Saskatchewan a récemment rendu ses dispositions relatives à l'attestation et la signature à distance permanentes.

M. Lown dirige ensuite les délégués dans un examen des modifications que le groupe de travail propose d'apporter à la LUT. Les points suivants sont soulevés dans le cadre de cet examen et de la discussion qui l'entoure :

- Il est proposé d'ajouter un article détaillé traitant de la révocation des testaments, y compris des testaments électroniques, par un autre moyen que le mariage puisque la révocation par le mariage est déjà prévue dans la LUT.
- Il est aussi proposé de modifier comme suit les définitions suivantes :
  - La définition du terme « communication » doit indiquer que les éléments essentiels de la communication sont qu'elle doit être bidirectionnelle et que chaque personne doit pouvoir voir et entendre l'autre personne et lui parler. La définition doit également mentionner que des technologies d'assistance peuvent être utilisées pour aider les personnes à se voir, à s'entendre et à se parler ou l'équivalent. On fait remarquer que la version française de la définition doit être modifiée afin de s'assurer qu'elle concorde avec la version anglaise et les termes propres au droit civil.

- La même définition du terme « électronique » que celle de la *Loi uniforme sur le commerce électronique* doit être utilisée.
- La même définition du terme « signature électronique » que celle de la *Loi uniforme sur le commerce électronique* doit aussi être utilisée. Le groupe de travail a envisagé d'utiliser la définition de la *Loi type de la CNUDCI sur les signatures électroniques*, mais il a décidé que même si l'utilisation de cette définition comporte certains avantages, ceux-ci ne l'emportent pas l'intérêt qu'il y a à conserver le droit en vigueur. M. Lown fait remarquer que la signature électronique peut prendre de nombreuses formes, telles qu'un enregistrement électronique de la signature réelle (comme un PDF) que l'on copie électroniquement dans un document, ou une marque apposée sur un document pour montrer qu'il a été approuvé, comme des initiales stylisées. Il existe aussi des applications et des outils technologiques qui utilisent un processus d'authentification à deux étapes pour valider l'identité de la personne qui approuve un document. Dans un tel cas, il se peut qu'une signature ne soit pas apposée sur le document lui-même. Une information y est plutôt associée pour montrer que le document a été approuvé. Le groupe de travail a indiqué que la signature électronique désigne l'information électronique « qui figure au document ou y est jointe ou associée ». Cette formulation vise à englober toutes les possibilités et à s'assurer que la LUT donne ouverture à l'utilisation de nouvelles technologies, mais ne préconise aucune technologie en particulier.
- Une distinction doit être faite entre les testaments conventionnels et les testaments sous forme électronique dans la définition du terme « forme électronique ». Essentiellement, le testament électronique doit être conservé ou enregistré, il doit pouvoir être récupéré pour consultation ultérieure, et il doit être « lisible en tant que texte ». On fait remarquer que la définition exclut donc les testaments vidéo, mais que l'on pourra revenir sur ce point ultérieurement. Un délégué mentionne également que la définition pourrait éventuellement être élargie afin d'inclure les testaments lisibles à la machine.
- La définition du terme « présence électronique » doit englober la définition du terme « communication » et préciser que les personnes devraient pouvoir communiquer dans une mesure qui rend la communication semblable à celle qui se déroulerait si elles étaient toutes présentes physiquement au même endroit. Le groupe de travail a tenu compte de préoccupations hypothétiques quant aux risques de contrainte et d'influence induite si les personnes ne sont pas toutes présentes physiquement au même endroit, mais ces préoccupations ne sont pas abordées dans les modifications parce que les spécialistes ont déjà des procédures de protection contre ces risques.
- On discute du nouvel article 3.1 sur le format électronique des testaments, les signatures électroniques et les autres formalités semblables à celles énoncées dans l'article 3, qui traite des testaments conventionnels.
- On discute également du nouveau paragraphe 3.1(5.1) concernant les signatures en contrepartie, une pratique qui s'est développée au cours des six derniers mois alors que les parties ne pouvaient pas se trouver au même endroit en raison des restrictions liées à

la COVID-19. Selon cette disposition, chaque partie doit signer son propre document, de sorte que les documents assemblés satisfassent aux exigences officielles de la Loi. Le groupe de travail s'est demandé si cette façon de faire sera temporaire dans le contexte de la pandémie ou si elle deviendra une pratique courante. Le groupe de travail a ajouté cette pratique au projet de modification, car la Colombie-Britannique l'a déjà adoptée. On fait remarquer que la signature en contrepartie est différente de la signature du testament lorsque les personnes sont en présence électronique les unes des autres, car, dans ce dernier cas, toutes les parties s'échangent le document et signent la même version et non des contreparties. On propose d'apporter des modifications à la version française de la définition du terme « contrepartie » en y ajoutant les mots « copie » et « exemplaire », qui pourraient être plus appropriés.

- On discute du nouveau paragraphe 3.1(6) concernant le lieu d'exécution du testament, qui est le lieu où se trouve le testateur.
- Le projet de modification ne permet pas les testaments holographes sous forme électronique, mais ce type de testaments pourrait être permis par l'exercice de pouvoirs de dispense.
- Aucune modification n'a été apportée aux dispositions relatives aux testaments du personnel militaire.
- Un délégué laisse entendre que le projet devrait traiter de la question des mesures de protection qui doivent être prises pour s'assurer que les testaments électroniques soumis à l'homologation sont authentiques et qu'ils n'ont pas été modifiés après avoir été signés devant témoin. Ce délégué mentionne également que la LUT pourrait prévoir des règlements établissant les normes à suivre pour assurer la sécurité, la fiabilité et l'authenticité des testaments électroniques. On explique que le projet ne traite pas des exigences relatives à l'homologation et que l'authenticité pourrait facilement être vérifiée en examinant les métadonnées des testaments électroniques.
- On discute également de l'article 9.2 portant sur la révocation des testaments électroniques. On convient que le rédacteur s'assurera que le libellé indique que la révocation électronique d'un testament par écrit est valide, et vice versa. On fait également remarquer qu'il pourrait être nécessaire de modifier l'article 9.2 afin d'y ajouter une disposition sur les testaments électroniques dont le libellé est semblable à celui du paragraphe 9.1(2) sur les testaments conventionnels.
- En réponse à une question au sujet de l'ajout possible d'une exigence concernant le recours obligatoire à un professionnel du droit, on fait remarquer que cette obligation n'a jamais été imposée en common law et que l'adoption d'une telle approche constituerait un changement important par rapport à la pratique actuelle et réduirait l'accès à la justice. Un délégué souligne que selon un décret d'urgence en lien avec la pandémie de COVID-19 qui a été adopté par une administration, un avocat doit être présent lors du de l'attestation et la signature à distance. M. Lown répond que le contexte d'urgence est très différent du contexte général des testaments électroniques. La Conférence n'a pas demandé au groupe de travail d'étudier cette question.
- Un délégué souligne que le libellé français de la LUT doit être révisé afin de permettre une meilleure harmonisation avec les concepts énoncés dans le *Code civil du Québec*, le *Code de procédure civile* et la *Loi sur le notariat* du Québec. Un autre délégué fait remarquer qu'étant donné qu'il s'agit d'une loi modifiant une loi uniforme existante, le libellé français a été rédigé de manière à être uniforme avec la terminologie employée

dans la loi existante et que cette particularité devrait être prise en compte dans l'examen du libellé français.

**IL EST RÉSOLU :**

**QUE** le rapport du groupe de travail soit accepté;

**QUE** les modifications proposées à la *Loi uniforme sur les testaments (2015) relativement aux testaments électroniques (modifications de 2020)* et les commentaires y afférents soient modifiés conformément aux instructions de la Section civile, telles qu'elles sont énoncées dans le compte rendu de réunion, et à tout commentaire qui a pu être fait dans la version française et modifications connexes visant à adapter le texte anglais en conséquence, puis soient diffusés auprès des représentants fédéraux, provinciaux et territoriaux. À moins que le coordonnateur des projets de la Conférence reçoive deux objections ou plus d'ici le 30 novembre 2020, le texte sera pris tel qu'il a été adopté, pour devenir une loi uniforme dont l'édiction sera recommandée aux différents gouvernements;

**QUE** le commentaire concernant l'article 2 de la *Loi uniforme sur le commerce électronique* soit modifié par l'ajout de ce qui suit après le premier paragraphe :

En conséquence, la *Loi uniforme sur les testaments* et la *Loi uniforme sur les procurations* prévoient des testaments et des procurations sous forme électronique et établissent des règles détaillées pour la création, la modification ou la révocation de ces documents. L'exception prévue à l'article 2 est maintenue expressément pour garantir que les règles relatives aux testaments et aux procurations soient énoncées de manière exclusive et exhaustive dans les lois relatives aux testaments ou aux procurations.

**ET QUE** le groupe de travail poursuive ses activités et prépare des modifications à apporter à la *Loi uniforme sur les procurations perpétuelles (2015)*, puis diffuse d'ici au 31 octobre 2020 la version proposée de la loi uniforme et les commentaires y afférents auprès des représentants fédéraux, provinciaux et territoriaux. À moins que le coordonnateur des projets de la Conférence reçoive deux objections ou plus d'ici le 30 novembre 2020, le texte du projet de loi uniforme modifiant la *Loi uniforme sur les procurations perpétuelles (2015)* sera pris tel qu'il a été adopté, pour devenir une loi uniforme dont l'édiction sera recommandée aux différents gouvernements.

**LOI UNIFORME SUR LE SOCIOFINANCEMENT À DES FINS CARITATIVES ET  
COMMUNAUTAIRES  
Rapport final et Loi uniforme**

**Présentateur : Arthur L. Close, c.r., Colombie-Britannique**

M. Close présente le rapport du groupe de travail au sujet de la *Loi uniforme sur le sociofinancement à des fins caritatives et communautaires (LUSFCC)*. Le projet met à jour la *Loi uniforme sur les appels informels aux dons du public (2011) (LUAIDP)* pour que celle-ci

puisse prendre en compte l'émergence du sociofinancement par Internet. Il a été mis à l'ordre du jour de la Conférence en 2018 et a fait l'objet d'un rapport provisoire en 2019. Il existe deux versions de la LUAIDP, l'une est recommandée pour les provinces et territoires appliquant la common law, et l'autre a pour but d'être utilisée conjointement avec le Code civil du Québec. Le projet actuel vise à mettre à jour la version common law de la LUAIDP. Une version mise à jour de la LUAIDP pour le Québec sera rédigée en 2020-2021.

Selon M. Close, le groupe de travail a publié un document de consultation en 2019 après la réunion annuelle de la CHLC et a préparé une version préliminaire de la loi en anglais et en français. Celui-ci, ainsi que la version préliminaire de la loi, a été distribué dans les deux langues officielles, en plus d'être versé sur le site Web créé dans ce but. La réponse, quoique modeste, a aidé le groupe de travail à affiner son opinion sur une diversité de questions. On y avait inclus un mémoire soumis par la Section du droit des organismes de bienfaisance de l'Association du Barreau canadien. Le groupe de travail a eu une rencontre avec des représentants de *GoFundMe*. M. Close affirme qu'il croit que *GoFundMe* et le groupe de travail avaient les mêmes buts, soit protéger les donateurs et maintenir un niveau de confiance élevé quant à l'utilisation des fonds expressément aux fins de l'appel aux dons du public.

M. Close résume le rapport final du groupe de travail en décrivant le problème que vise à régler LUAIDP, et l'évolution des circonstances depuis son adoption en 2011, ainsi que les révisions qu'il est proposé d'y apporter. Il fait remarquer que la structure de la LUSFCC a été dictée par le mandat du groupe de travail, qui visait à mettre à jour la LUAIDP plutôt que de créer une toute nouvelle loi uniforme. La numérotation des articles de la LUAIDP a été conservée le plus possible dans la LUSFCC.

Les questions les plus difficiles rencontrées par le groupe de travail concernaient les appels qui étaient diffus géographiquement. L'objet de l'appel, le ou les organisateurs et les donateurs peuvent se retrouver dans différentes administrations. Selon la règle conventionnelle de la common law, la fiducie doit se situer dans le lieu de résidence habituel du fiduciaire. Cette règle est préservée dans la version préliminaire de la LUSFCC, mais a été modifiée. Lorsqu'il y a plus d'un fiduciaire et qu'ils résident dans différentes administrations, le lieu de résidence d'un fiduciaire régi par l'administration qui applique la loi serait suffisant selon la LUSFCC pour déclencher l'application de la Loi. Les règles dans la *Loi uniforme sur la compétence des tribunaux et le renvoi des instances* (LUCTRI) sont adoptées aux fins de déterminer le lieu de résidence habituel d'un organisateur/fiduciaire qui est une entité plutôt qu'une personne physique. Un délégué laisse entendre que le paragr. 3(6) de la LUSFCC devrait peut-être être modifié si la LUCTRI est révisée. M. Close reconnaît que ce sera peut-être le cas dans l'avenir.

Le groupe de travail en a conclu que le lieu de résidence habituel d'un fiduciaire ne devrait pas être le seul critère au moment d'appliquer la Loi. Dans l'affaire des Broncos de Humboldt, la LUAIDP de la Saskatchewan n'aurait pas pu être appliquée si l'organisateur de l'appel aux dons avait résidé ailleurs. Or, il est évident qu'il y avait un intérêt prédominant quant à pouvoir appliquer la loi de la Saskatchewan dans le cas des fonds prélevés. Il était évident qu'elle était l'administration ayant le lien le plus étroit avec l'objet de l'appel aux dons, à savoir les familles des joueurs et des survivants. Le groupe de travail a conclu que le motif principal lié à

l'application de la LUSFCC devrait être le lien le plus étroit avec l'objet de l'appel aux dons. C'est ce qui est reflété dans les alinéas 2(1)b) et 3(7)a) de la LUSFCC.

Un délégué souligne les avantages des modifications qui concernent la réalité actuelle des collectes de fonds. Il fait remarquer que, dans l'affaire des Broncos, le lien avec la Saskatchewan était clair, mais que, si certains facteurs avaient été différents, la version de la LUAIDP de la Saskatchewan n'aurait peut-être pas pu être appliquée.

Grâce à la LUSFCC, si l'appel est lancé sans le consentement d'une personne physique identifiable ou d'un donataire reconnu qui est le bénéficiaire prévu, la personne physique ou le donataire reconnu pourrait demander qu'il soit mis fin à l'appel. L'intermédiaire et l'organisateur devraient se plier à cette demande, et les fonds amassés jusqu'à ce point constitueraient un excédent qui serait assujéti à la Loi.

M. Close conclut son exposé en citant un article paru dans l'*Estates, Trusts and Pensions Journal*, vantant l'utilité de la loi pour les appels informels aux dons du public de la Saskatchewan dans l'affaire des Broncos.

Un délégué fait savoir qu'il serait nécessaire de réviser la version française de la LUSFCC.

M. Carl Lisman, président de la Uniform Law Commission (ULC) des États-Unis, donne une mise à jour sur l'état du projet équivalent de la ULC. Selon M. Lisman le projet de la ULC mettait l'accent sur les règles par défaut qui traitent de fonds non nécessaires ou inutilisés, plutôt que de trouver une solution fondée sur une fiducie. Comme il a été découvert que toutes les plateformes de sociofinancement ont maintenant besoin qu'un organisateur d'appel aux dons précise comment il compte gérer l'excédent des fonds, le projet a été suspendu en attendant la suite des événements.

## **IL EST RÉSOLU :**

**QUE** soit accepté le rapport du groupe de travail concernant l'éventuelle *Loi uniforme sur le sociofinancement à des fins caritatives et communautaires* (anciennement *Loi uniforme sur les appels informels aux dons du public révisée*);

**QUE**, sous réserve de tout commentaire qui aurait pu être fait dans la version française de la *Loi uniforme sur le sociofinancement à des fins caritatives et communautaires* (2020), et des commentaires et modifications connexes visant à adapter le texte anglais en conséquence, la loi uniforme soit adoptée et que son édicition soit recommandée aux différents gouvernements;

**QUE**, une fois cette loi uniforme adoptée, la *Loi uniforme sur les appels informels aux dons du public* (2011) soit retirée;

**ET QUE** le groupe de travail rédige une loi uniforme propre au Québec, dans un style mieux adapté aux notions du droit civil et au *Code civil du Québec*, et que celle-ci soit présentée à la réunion de 2021.

**Comité consultatif sur l'élaboration et la gestion des programmes**  
**Rapport sur la sélection des projets 2020**  
**Rapport du Comité de mise en œuvre**

**Présentateurs : Peter J M Lown, c.r., Alberta**

**Russell Getz, Colombie-Britannique**

M. Lown, président du Comité consultatif sur l'élaboration et la gestion des programmes (CCEGP), présente le rapport du Comité sur la sélection des projets pour la CHLC. Ce rapport est divisé en trois : les projets recommandés par le CCEGP; les projets potentiels pour lesquels le CCEGP a besoin d'un avis d'intérêt; et les critères de sélection et modèles de documents du CCEGP.

Les trois projets recommandés par le CCEGP sont les travaux sur l'élaboration d'une loi uniforme sur les organismes de bienfaisance; les travaux de réforme du droit des sociétés en nom collectif/coentreprises; et les travaux relatifs à la diffamation à l'ère d'Internet. Dans le cas du premier projet sur une loi uniforme sur les organismes de bienfaisance, les délégués se sont prononcés en faveur de l'ajout du projet au programme de la Section civile. En outre, il a été convenu que l'on devrait déterminer si l'Association du Barreau canadien souhaite participer au projet avec la CHLC et qu'il faudrait vérifier la position de l'Agence du revenu du Canada à l'égard de ces travaux. Pour le deuxième projet concernant la réforme du droit des sociétés en nom collectif/coentreprises, on a demandé aux représentants des administrations de demander à leur administration si elles aimeraient y participer. Il a été convenu que le projet irait de l'avant si on arrivait à recruter des experts en la matière. Quant au troisième projet sur la diffamation à l'ère d'Internet, il a été fait mention du rapport de la Commission du droit de l'Ontario (CDC), qui démontre qu'une réforme est nécessaire dans ce domaine. Il est proposé que la CHLC s'informe auprès de la CDC concernant la possibilité de collaborer dans le cadre du projet.

M. Lown demande aux délégués d'exprimer leur intérêt à l'égard des sept possibilités de projet suivantes : loi uniforme sur la législation/loi uniforme sur les règlements; droit et ressorts autochtones; serments et affirmations solennelles; cartes-cadeaux prépayées; intérêts avant jugement et intérêts sur les créances en devises; responsabilité de l'État; et loi uniforme sur les franchises sommaires. Les résultats des sondages effectués par Zoom durant la réunion donnent à penser qu'il y a un certain intérêt à l'égard de la poursuite de ces projets, mais que les représentants des administrations doivent d'abord solliciter l'intérêt de leur administration respective et faire rapport au CCEGP avant que l'on puisse prendre une décision.

En ce qui a trait au processus de sélection des projets du CCEGP, il est suggéré que les propositions de projet à examiner à la réunion annuelle de la CHLC soient communiquées au CCEGP avant le mois de décembre de l'année précédant la réunion afin de permettre aux représentants de consulter leur administration avant la réunion annuelle pour savoir si elles sont intéressées. Un délégué souligne également l'importance de vérifier, avant d'entamer un projet, si une autre organisation a effectué ou effectue des travaux similaires afin d'éviter le dédoublement des efforts. Il est également mentionné que les lois des États-Unis et de l'Europe peuvent être des sources



d'inspiration. Enfin, il est souligné que l'on devait tenir compte du droit civil dans le programme de réforme de la CHLC.

M. Getz dépose le rapport du Comité de mise en œuvre. Il indique que le tableau 5 est à jour. Il mentionne également que le Comité a décidé de promouvoir l'adoption de la *Loi uniforme sur les vérifications de dossiers de police* (LUVDP) et d'examiner ce que l'on pourrait apprendre des activités promotionnelles. Les membres du comité étaient d'avis que la LUVDP était un bon candidat, car il s'agit d'un projet conjoint de la Section civile et de la Section pénale et des avocats du secteur privé y ont participé aussi. Le Comité a préparé une note d'information sur la LUVDP. Les documents sur la LUVDP seront mis en valeur sur le site Web renouvelé de la CHLC. Les représentants des administrations sont invités à communiquer avec le Comité pour l'informer de ce qui les aiderait à promouvoir la LUVDP.

**QUE** les rapports du Comité consultatif sur l'élaboration et la gestion des programmes et du comité de mise en œuvre soient acceptés;

**QUE**, dans la mesure où la disponibilité des experts en la matière et l'intérêt des gouvernements auront été confirmés au plus tard le 30 septembre 2020, le Comité consultatif sur l'élaboration et la gestion des programmes entame les travaux relatifs aux projets suivants :

- Loi uniforme sur les organismes de bienfaisance;
- La diffamation à l'ère d'Internet;
- La réforme du droit des sociétés en nom collectif/coentreprises;

**ET QUE** les représentants fédéraux, provinciaux et territoriaux fassent rapport au Comité consultatif sur l'élaboration et la gestion des programmes au plus tard le 30 septembre 2020, et qu'ils signifient l'intérêt de leur gouvernement sur les sujets envisagés pour le projet :

- Loi uniforme sur la législation/Loi uniforme sur les règlements;
- Droit et ressorts autochtones;
- Serments et affirmations solennelles/Loi sur la preuve;
- Cartes-cadeaux prépayées;
- Intérêts avant jugement;
- Intérêts sur les créances en devises;
- Responsabilité de l'État;
- Loi uniforme sur les franchises sommaire.